

Sous l'égide de l'Association des Hommes d'Affaires Tunisiens à l'Étranger

Forum de Vienne 2015

**«Les impératifs du développement durable de la
Tunisie du 21ème siècle»**

Recommandations aux Autorités Tunisiennes

**“Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous,
Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays »**

John F. Kennedy

Des chefs d'entreprise et des experts tunisiens à l'étranger demandent au gouvernement de mettre en œuvre des réformes immédiates.

Une série de recommandations pour des réformes offrent des solutions clés afin d'attirer l'investissement étranger direct dans des secteurs essentiels de l'économie.

Sous l'égide de l'**Association des Hommes d'Affaires Tunisiens à l'Etranger**, un groupe de chefs d'entreprises et d'experts tunisiens et internationaux, a organisé le 5 Juin 2015, un forum à Vienne en Autriche. La thématique du forum était :

«Les impératifs du développement durable de la Tunisie du 21ème siècle».

Réunissant une centaine de personnalités Tunisiennes (de l'intérieur et de l'étranger) et étrangères, entre experts, chefs d'entreprises et représentants d'organisation internationales et de la société civile, le forum a permis de discuter des défis posés au gouvernement tunisien dans la mise en œuvre de réformes économiques, afin d'attirer l'investissement direct étranger et stimuler une croissance économique durable.

Le groupe a abordé des questions de sécurité nationale, de gouvernance et de l'emploi qui entravent la croissance économique dans les secteurs clés. Le forum s'est conclu par un ensemble de recommandations économiques et sectorielles stratégiques qui seront proposées à la considération du gouvernement tunisien.

La Tunisie est un pays rempli de possibilités et bénéficiant d'une base de capital humain hautement qualifié. Mais elle a besoin d'examiner et de mettre à jour les politiques gouvernementales et les réglementations qui répondent aux exigences du 21e siècle pour faciliter et stimuler la croissance économique, la création d'emplois et l'attraction massive de l'investissement direct étranger.

Le groupe de dirigeants Tunisiens hautement expérimentés (de l'intérieur et de l'étranger), leaders d'industrie et investisseurs internationaux ont un devoir moral de soutenir et de conseiller le gouvernement sur une voie qui assurera à long terme une croissance économique durable; mais cela est seulement réalisable à travers la mise en œuvre immédiate d'actions orientées et de réformes économiques tangibles. Le cadre proposé prévoit des réformes critiques et des solutions à considérer par le Gouvernement Tunisien. Ces initiatives encourageront l'investissement direct étranger, le développement des infrastructures et assureront une croissance économique durable. L'élaboration d'un Plan de Mise en œuvre des Réformes de cinq ans (PMR) avec des étapes et des Indicateurs Clés de Performance (ICP) seraient un premier pas dans la bonne direction.

Il est nécessaire d'articuler et de mettre en place une Vision et une Stratégie Nationale 2050 inspirationnelle (avec des plans à moyen terme, des étapes et des indicateurs clés de performance en 2020, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050) pour l'alignement et l'unité de la nation afin d'avancer de l'avant, main dans la main, et de

transformer nos rêves en réalité pour assurer un avenir meilleur pour nos enfants et petits-enfants. Les décisions d'aujourd'hui seront guidées par la vision nationale inspirante à long terme.

Les participants au forum ont concentré leur attention sur les enjeux de l'économie et de sa gouvernance avec un accent particulier sur les secteurs de la sécurité, de l'éducation, de la santé et de l'énergie.

Le forum s'est conclu avec les recommandations stratégiques suivantes sur les réformes économiques et sectorielles à proposer au Gouvernement Tunisien.

Sécurité Nationale Tunisienne

La sécurité et la sûreté représentent en ce moment le plus grand défi pour la Tunisie. C'est une lutte très délicate qui passe entre autres par un Etat fort, des partis politique mûrs, des moyens de défense adéquats, des services de renseignements performants, un éveil intellectuel, des medias libres et vigilants, une éducation et une compréhension des enjeux et des intérêts politiques internationaux.

La sécurité et la sûreté des systèmes et services pour les actifs sensibles et la protection des citoyens sont un énorme marché potentiel pour la Tunisie. Ils offrent au pays plusieurs opportunités de développement des affaires et réduisent les risques existants qui menacent la population et ses biens. Voici quelques recommandations qui seront décrites plus en détail:

- 1) Développer une approche compréhensive de la sécurité de la Tunisie, de ses actifs et ses infrastructures et la protection des citoyens. Cette approche inclura un programme de sensibilisation dans le système éducatif, ainsi que dans les entreprises publiques et privées.
- 2) Mettre en place un large système national de réseaux intégrés - de préférence encryptés - de la Sécurité publique et de la sécurité urbaine en utilisant les travaux de génie civil existant et les dernières technologies avancées pour la police, la défense civile, militaire et autres organismes de sécurité.
- 3) Envisager des initiatives adéquates PPP et la coopération internationale pour faire face au défi et atténuer les risques.
- 4) Créer une autorité indépendante pour superviser la sécurité, la sûreté et la gestion des crises ayant son propre Centre de commandement et de contrôle, impliquant Présidence, Gouvernement (Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Défense et les autres ministères concernés), l'Assemblée des Représentants du Peuple, le secteur privé ainsi que la société civile.

Education Tunisienne

- 1) Lier les orientations de l'éducation avec l'employabilité. Ceci doit être atteint en encourageant des relations de collaboration entre les universités et les employeurs du secteur privé. Les universités doivent être plus dynamiques et alignées sur les priorités nationales et régionales.
- 2) Réhabilitation du corps enseignant de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire (université et formation professionnelle) afin d'être dans la compétition mondiale numérique du 21ème siècle et en phase avec «PNS Tunisie 2018 ». Les élèves doivent acquérir les compétences nécessaires qui leur permettront de devenir des acteurs numériques, non comme simples consommateurs, mais d'avoir accès aux nombreux futurs emplois où la connaissance du numérique est essentielle.
- 3) Investir dans de nouveaux types d'écoles en mettant l'accent sur l'Information et les Technologies de la Communication (ITC).
- 4) Encourager la création d'établissements d'enseignement privé de haute qualité focalisés sur la réussite des étudiants. Cela nécessitera la réorganisation des structures et de la gouvernance des universités.
- 5) Gouvernance et Responsabilité: passer en revue les systèmes d'éducation et de formation professionnelle de vocation et lancer une feuille de route pour la réforme structurelle afin de construire un système éducatif de haute qualité accessible à tous, et créer aussi un système national d'innovation, de recherche et de développement scientifique.
- 6) Mettre en place un mécanisme concurrentiel pour le financement de la recherche scientifique et pour donner plus d'autonomie opérationnelle et de flexibilité aux établissements d'enseignement.
- 7) Encourager et maintenir une nouvelle culture de la liberté académique et dont la philosophie serait centrée sur l'étudiant.

Santé en Tunisie: Défis et opportunités

Un état fort est bâti par des citoyens en bonne santé.

1) la qualité des services de santé:

- Réformer les lois réglementant les services de santé afin qu'elles soient compatibles avec les normes et les pratiques internationales actuelles et avec les pratiques exemplaires basées sur le modèle «**Le Patient d'abord**», ceci pour clarifier et assurer "**le Droit des patients**".

- Intégrer les normes internationales de services de santé = **Commission d'accréditation internationale** pour attirer les patients internationaux et le tourisme médical dans le but de créer des emplois.
- Augmenter les **programmes de formation** pour les services paramédicaux de soutien comme les infirmières et les aides-soignants afin d'atteindre des pratique de services de santé sûres et à coûts effectifs.
- Ajouter et standardiser la **technologie médicale** (matériel et secteur pharmaceutique) dans tout le pays.

2) l'accessibilité aux services de santé:

- Estimer et évaluer la répartition des établissements de santé dans tout le pays pour des capacités de traitement générales et la mise à niveau des centres médicaux locaux existants "Mustawsif". Construire des installations supplémentaires plus modernes selon des besoins stratégiques bien définis, et favoriser les zones non côtières. Centres réglementés de soins d'urgence de qualité pour les zones avec un accès limité aux services de santé primaire, qui se traduira par la création de plus d'emplois et l'accès aux services de santé nécessaires.
- Améliorer le service **patient et flux de travail** pour accéder à l'établissement de santé en utilisant une technologie appropriée, afin de faciliter l'accès des patients aux services de santé adéquat. Exemples : télémédecine, centres médicaux pratiques par satellite.
- Etablir un modèle de réseaux de services de santé pour créer plus d'emplois, susciter la concurrence, réduire les coûts des services et améliorer la qualité des soins de santé par la promotion de **Partenariats Publics/Privés (PPP)** entre les fournisseurs de services de santé.
- Créer une assurance santé universelle accessible à tous.

3) Des services de santé abordables:

- La médecine préventive fera baisser le coût (objectif de 30%): Sensibilisation à la santé depuis l'école primaire, l'éducation du patient et créer une stratégie nationale.
- Etablir un compromis entre le Ministère de la Santé, les patients, les assurances, la CNAM, les soignants et les fournisseurs de services de santé privés pour un accès plus large aux soins.

Secteur de l'énergie en Tunisie

1) Gouvernance du secteur de l'énergie

Nous recommandons d'initier la création d'un organisme indépendant (du gouvernement) : Agence de Réglementation et Supervision de l'Energie (ARSE) afin de développer et mettre en œuvre les réglementations nécessaires pour l'application de la politique énergétique et contrôler le secteur.

Nous recommandons également d'initier un projet de loi pour la création d'une Autorité National Suprême de l'Energie (ANSE) afin de fournir la structure de gouvernance nécessaire, pour parvenir à un alignement entre les parties prenantes concernées, établir des politiques communes et mettre en œuvre la stratégie énergétique Intégrée du 21e siècle.

2) Part des énergies renouvelables dans le mix

Nous félicitons la Tunisie pour le but qu'elle s'est fixé d'augmenter la part des énergies renouvelables à 30% en 2030. Néanmoins et étant donné les récents développements à Dubaï et en Jordanie, où l'énergie solaire photovoltaïque (PV) a maintenant prouvé être la forme la moins chère des énergies et le fait que la Tunisie dispose de meilleures conditions pour le PV et la capacité du PV de raser les pics de demande d'électricité, nous sommes convaincus que la Tunisie peut être plus ambitieuse. Nous encourageons le Gouvernement à envisager d'augmenter l'objectif à 50% d'ici 2030.

3) Stimuler l'innovation dans le secteur de l'énergie

Le secteur mondial de l'énergie se transforme rapidement avec de nouveaux acteurs, des technologies de rupture et des nouvelles sources de capitaux. Les exemples sont la démocratisation de l'énergie, l'internet des objets, les technologies de réseaux intelligents, l'urbanisation croissante et l'accélération de niveaux d'électrification. Ceci crée des opportunités pour les jeunes Tunisiens qui pourraient prendre de nouvelles idées d'affaires dans l'espace de l'énergie qui ne demande pas nécessairement de grandes quantités de capitaux. Nous proposons la création d'un fonds d'innovation énergétique de 50 millions de dollars sur une période de 5 ans, au profit des start-ups fournissant des produits et services qui aident à réduire la consommation d'énergie ou à décarboniser notre économie.

Economie Tunisienne

1) La Tunisie a réussi une transition démocratique historique et remarquable. Elle a assuré des grands développements positifs vers la réalisation de la stabilité politique avec une nouvelle constitution, l'élection d'un nouveau Parlement, un nouveau Président, et la nomination d'un Gouvernement. La Tunisie devrait maintenant prendre des mesures nécessaires sécuritaires et socio-économiques qui auront un impact rapide à court et moyen terme.

2) Nous recommandons au Gouvernement de préparer et de mettre en œuvre une "Stratégie de Développement Economique Inclusive et Durable pour la Tunisie de 2016 à 2030" SDEID. La stratégie devrait viser à stimuler la croissance économique, attirer les investissements et ouvrir la voie à une croissance plus rapide, durable et plus inclusive. (Comme dans le but déclaré du nouveau code d'investissement, et la question de la création d'une Autorité Tunisienne d'Investissement (ATI), la SDEID peut être partagé avec ou inclus dans le scope ATI).

3) Une approche participative est recommandée pour être adoptée par le gouvernement pour la préparation et le suivi du SDEID y compris les principaux partis politiques, les organisations de la société nationale et civile et les représentants du secteur privé.

4) Nous recommandons au gouvernement de négocier et de convenir avec l'UGTT, l'UTICA et l'UTAP un accord de partenariat de trois ans (période de grâce sans grèves) en vue de consolider et de parvenir à la stabilité politique et sociale, conditions nécessaires pour relancer et booster la croissance économique et attirer les investissements nationaux et Internationaux. (De la même manière le Gouvernement envisagera d'avoir l'avis de ladite entité sur le code des investissements).

5) Nous recommandons au Gouvernement de prendre les mesures et réformes nécessaires pour lutter contre les obstacles réglementaires et bureaucratiques et de rétablir la stabilité macroéconomique afin de rassurer la communauté des affaires. Les réformes devront inclure: les réformes budgétaires et fiscales, la politique monétaire, les réformes du climat des affaires, le nouveau code des investissements. (La première impression sur le nouveau code d'investissement est qu'il aborde la réforme budgétaire et fiscale ainsi que les politiques des taux de change).

6) Nous recommandons au gouvernement de soutenir un marché, fondée sur le savoir et une économie menée par le secteur privé, afin de maximiser la valeur ajoutée, encourager la transformation des entreprises de l'informel au formel, et les PME de fournisseurs / sous-traitants en leaders de marché, ainsi que de faciliter la création de possibilités d'emploi adéquats, décents et productifs, principalement dans les régions défavorisées.

7) La Tunisie dispose de ressources humaines abondantes et une base économique diversifiée, une situation géographique enviable qui permettra au pays de devenir une plate-forme logistique et commerciale reliant la région arabe, l'Afrique et l'Europe. Dans le cadre de la SDEID, il est recommandé au gouvernement **d'initier et de lancer des mégaprojets en PPP, principalement dans les régions en retard de développement** pour répondre aux besoins d'infrastructures du pays (y compris les couloirs industriels, les autoroutes et les routes express, ferroviaires et le transport intra urbain), dans les énergies renouvelables, le secteur des mines, le secteur manufacturier et l'agriculture.

8) Afin d'encourager la création et le développement d'écosystèmes efficaces au niveau des couloirs industriels, des filières et des pôles, le Gouvernement et le secteur privé devront favoriser l'intégration des actions couvrant le cadre juridique, les investissements, les infrastructures, la formation professionnelle, l'innovation, la création de PME, la modernisation dans des zones choisies et les chaînes de valeur à fort potentiel pour l'emploi et l'exportation.

9) Une attention particulière devrait être accordée à assurer une plus grande cohérence entre les partenaires au développement qui appuient la Tunisie et à accroître leur engagement à aider, à financer et à mettre en œuvre le SDEID et consolider davantage la démocratie, la sécurité et le développement socio-économique de la Tunisie et les aspirations du peuple tunisien.

10) Faire le Lobbying des créanciers de la Tunisie pour l'allégement de la dette, en particulier les pays qui ont un intérêt à ce que la Tunisie réussisse sa transition vers la démocratie.

11) Faciliter le rapatriement des fonds des investisseurs étrangers et avoir une stratégie sérieuse à moyen terme pour faire flotter le Dinar tunisien en temps voulu, lorsque les réserves de change de la Tunisie et les fondamentaux économiques le permettent.

////////////////////

Les recommandations ci-dessus sont formellement adressées au Président de la République Tunisienne, au Président de l'Assemblée des Représentants du Peuple, au Président du Gouvernement et à différentes composantes de la société civile avec l'ambition de créer un environnement plus favorable aux investissements et permettre une croissance économique immédiate.

Il s'agit d'objectifs et de solutions au travers desquels le groupe de Vienne est prêt à se mettre à la disposition et soutenir le Gouvernement Tunisien pour leur mise en œuvre avec des consultations plus détaillées. Des ateliers ciblés doivent être menés inclusivement et en collaboration avec le secteur public et privé ainsi que la société civile.

Recommandations extraites du Forum de Vienne du 5 Juin 2015

Rédigées et finalisées le 25 Juin 2015